

Sanctions de la CEDEAO contre le Mali : Sanun Jara propose un plan de sortie de crise

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 25 JANVIER 2022

1023

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Coup d'Etat au Burkina Faso

Fin de course pour RMC Kaboré



Gestion de la Transition : L'ARP propose l'installation d'un organe dirigeant inclusif



Arcanes politiques : L'URD dans le creux de la vague



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

24 Janv.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

1 522

Nouveaux cas confirmés

65

Nouveaux guéris

41

Nouveaux décès

02

Au cours des dernières 24 H

57 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
09 cas graves en soins intensifs
3330 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

29 742

Guéris

25 429

Décès

707

dont 2673 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.13



P.18



P.21



/ Une /

Coup d'Etat au Burkina Faso : Fin de course pour RMC Kaboré

P.5

/ Brèves /

Funérailles d'Ibrahim Boubacar Keita : L'ancien Président de la République repose désormais dans son domicile à Sébénikoro

P.12

CÉDEAO/Mali : Illégalité contre illégalité !

P.12

Coup d'État au Burkina : Cher Lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba

P.13

Rassemblement de solidarité avec le Mali : Contre les sanctions de la CEDEAO

P.13

UEMOA : Les modalités de mises en service des postes de contrôle juxtaposés entre le Togo et le Bénin au cœur d'une réunion des ministres des Transports

P.13

Région de Sikasso : Une série d'infanticides au quartier Mamassoni !

P.14

4ème Anniversaire du parti LDC : Moussa Sinko Coulibaly appelle à l'union pour sauver le Mali

P.14

Sanctions contre le Mali : L'Union Africaine soutient la CEDEAO et propose une transition de 16 mois

P.15

/ Actualité /

Lutte contre le terrorisme : Les FAMA infligent de lourdes pertes aux ennemis

P.18

L'étrange destin du peuple malien : L'inébranlable soutien des frères africains !

P.19

/ Politique /

Force Takuba au Sahel : Que font-ils nous ?

P.21

Mali-CEDEAO : Date des élections ou divorce

P.22

Transition : Konan ou venez voir les réalités du Mali sous sanctions

P.23

Mali : « La priorité est comment sortir de cette situation malencontreuse »

P.24

Sanctions de la CEDEAO contre le Mali : Sanun Jara propose un plan de sortie de crise

P.26

Gestion de la Transition : L'ARP propose l'installation d'un organe dirigeant inclusif

P.27

Embargo sur le Mali : Le FOSCAO invite la CEDEAO et les autorités à négocier

P.28

Arcanes politiques : L'URD dans le creux de la vague

P.29

/ Culture & société /

Leçon de la vie : Un mari dit à sa femme

P.30

/ International /

Ukraine : Washington ordonne le départ de Kiev des familles de diplomates américains

P.31

Élections locales au Sénégal : Premières estimations et réactions en attendant les résultats

P.32

/ Sport /

CAN 2022 : La Tunisie surprend, le Nigeria rentre à la maison

P.33

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



Cameroun 2021

Coupe d'Afrique des Nations de Football



Malikilé

votre quotidien numérique



soutient les Aigles du Mali



Coup d'Etat au Burkina Faso

Fin de course pour RMC Kaboré

Comme son ami Ibrahim Boubacar Keita, décédé juste une semaine avant son éviction du pouvoir, Roch Marc Christian Kaboré a connu un destin politique singulier. Conseiller spécial à la Présidence du Faso, il a aussi été plusieurs fois ministres (Transports et Communication, Action Gouvernementale, Relations avec les institutions, Finances, Ministre d'État.) puis Premier vice-président et Président de l'Assemblée nationale. RMC Kaboré a aussi été Premier ministre avant de se faire élire Président de la République en 2015 et de rempiler brillamment pour un second mandat en 2021. Son élection ne fût nullement contestée. Au contraire, elle a été reconnue par ses concurrents et opposants. Comme IBK, ce parcours ne fût pas une promenade de santé ponctué qu'il a été par une rupture avec son mentor Blaise Compaoré ainsi que IBK l'a fait avec Alpha Oumar Konaré.

D'ailleurs, par une sorte de retour de manivelle dont le sort a seul le secret, il a quitté le pouvoir dans des conditions presque similaires que lui-même et ses amis avaient fait subir à l'ex-président Blaise Compaoré qui a pu trouver refuge en Côte d'Ivoire.

Et comme IBK, Roch Marc Christian Kaboré, déposé par des éléments de son armée, responsable d'une mauvaise gouvernance accentuée par une crise sécuritaire mal gérée a démissionné de ses fonctions de Président du Faso, Chef du Gouvernement, Chef suprême des Forces Armées Nationales. Mais lui, n'a pas dissout l'Assemblée nationale. **[Lire en encadré]**

Les ressemblances entre les chutes de IBK et de Roch Marc Christian Kaboré ne s'arrêtent pas là. En effet, les interventions militaires au Mali et au Burkina Faso sont apparues comme des parachèvement de longs mois de contes-

tation populaire. Certes au Mali, la grogne avait été canalisée et portée par un seul et même mouvement le M5-RFP alors que les protestataires au Faso étaient moins structurées et par conséquent dispersés entre différentes chapelles. Une grande détermination pour faire partir les deux présidents était perceptible dans les deux pays.

Et comme de bien entendu, après les coups d'Etat, les condamnations contre Bamako comme contre Ouaga ont fusé de toute part et continueront d'affluer. La CEDEAO, sans doute mieux au fait de la situation a réagi avant l'officialisation du putsch. Selon une vieille rengaine complètement éculée : **« La CEDEAO condamne cet acte d'une extrême gravité qui ne saurait être toléré au regard des dispositions réglementaires pertinentes. Elle tient les militaires responsables de l'intégrité physique du Président Rock**



Marc Christian Kaboré. La CEDEAO demande aux militaires de retourner dans les casernes, de maintenir une posture républicaine et de privilégier le dialogue avec les autorités pour résoudre les problèmes ».

L'Union Européenne, dans un communiqué de son chef de la diplomatie Josep Borrell, s'est dite « **attentive à l'évolution de la situation, en appelant tous les acteurs au calme et à la retenue. Elle appelle également à ce que la liberté du président Kaboré et des membres des institutions de l'État soit immédiatement rétablie** ». Les USA ont quant à eux appelé à **la libération immédiate du président Roch Marc Ka-**

boré, et au respecter la Constitution et des dirigeants civils du pays avant de prôner le dialogue pour résoudre les différends entre les parties. La libération de l'ancien président Kaboré a été également demandé par le Secrétaire Général des Nations-Unies Antonio Guterres.

La junte burkinabé comme celle du Mali est conduite par un colonel qui a fait le coup de feu contre les djihadistes qui hantent les pays du sahel. Le lieutenant-colonel d'infanterie Paul-Henri Sandaogo Damiba, car c'est de lui qu'il s'agit, a en effet commandé la lutte antiterroriste dans la zone est du Burkina après l'attaque de d'Inata qui avait fait 57 morts, dont 53 gendarmes dans des conditions trau-

matissantes pour les Burkinabés. Ce traumatisme pourrait être d'ailleurs la « cause causale » de la chute de Roch.

Dans leur premier communiqué lu sur la Radio Télévision Burkinabé, la junte a suspendu la constitution, dissous le gouvernement et l'Assemblée nationale, fermé les frontières aériennes et terrestres jusqu'à nouvel ordre et instauré un couvre-feu de 21h à 5h du matin. Elle s'est en outre engagé « à proposer dans un délai raisonnable, après consultation des forces vives de la nation, un calendrier de retour à un ordre constitutionnel accepté de tous, en invitant les populations à vaguer librement à leurs occupations ».

La CEDEAO, les prochains jours mandatera un envoyé spécial à Ouagadougou, puis convoquera un sommet extraordinaire qui appliquera au pays de RMC Kaboré toutes les mesures qu'il avait avalisé pour le Mali et qui commenceront par la suspension du Burkina Faso de la CEDEAO. Un médiateur sera ensuite désigné et le cirque continuera.

Après donc les deux poumons d'un même corps pour désigner le Mali et la Guinée, le putsch du 24 janvier pourrait faire du Burkina Faso le frère jumeau du Mali.

Ainsi donc, est tombé comme un fruit pourri, un président qui prétendait, il n'y a pas longtemps faire la morale au Mali et punir les maliens.

Mal lui en a pris !

En encadré les communiqués N° 1 et 2 du MPSR

■ Moctar Sow



Déclaration n°1 du MPSR

Peuple du Burkina Faso, Citoyens, citoyennes, amis du Burkina Faso

Au regard de la dégradation continue de la situation sécuritaire qui menace notre nation, de l'incapacité du pouvoir de monsieur Roch Marc Christian Kaboré à unir les burkinabé, et pour faire face efficacement à la situation et suite à l'aspiration des différentes couches sociales de la nation, le Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration (MPSR) a décidé d'assumer ses responsabilités devant l'histoire, la communauté nationale et internationale.

Le mouvement qui regroupe toutes les forces de défense et de sécurité a ainsi décidé de mettre fin au pouvoir de Roch Marc Christian Kaboré, ce 24 janvier 2022. Une décision prise dans le seul but de permettre à notre pays de se mettre sur le bon chemin et de rassembler toutes ses forces, afin de lutter pour son intégrité territoriale, son redressement et sa souveraineté.

Le MPSR tient à souligner que les opérations se sont déroulées sans effusion de sang et sans aucune violence physique sur les personnes arrêtées qui sont détenues dans un lieu sûr, dans le respect de leur dignité. Le MPSR rassure également les partenaires et amis du Burkina Faso quant à la ferme volonté de notre pays, de continuer à respecter ses engagements internationaux, notamment en matière de droits de l'homme et s'engage à proposer dans un délai raisonnable, après consultation des forces vives de la nation, un calendrier de retour à un ordre constitutionnel accepté de tous, en invitant les populations à vaguer librement à leurs occupations.

Le MPSR appelle les patriotes, les africains intègres et tous les amis du Burkina Faso à le soutenir et à l'accompagner dans ce tournant décisif de l'histoire de notre pays. Les événements d'aujourd'hui annoncent, en effet, une ère nouvelle pour le Burkina Faso. Ils sont une opportunité pour le peuple burkinabé de panser ses plaies, de reconstruire sa cohésion et de célébrer ce qui a toujours été notre identité, à savoir l'intégrité.

Vive le Burkina Faso et que Dieu bénisse notre nation !

Ouagadougou le 24 janvier 2022

Le lieutenant-colonel Sandago Damiba

Communiqué N°2 du MPSR

Peuple du Burkina Faso, concitoyen, concitoyenne, amis du Burkina Faso, le MPSR porte à la connaissance de l'opinion nationale et internationale que :

- 1) La constitution est suspendue,
- 2) Le gouvernement est dissout,
- 3) L'Assemblée nationale est dissoute,
- 4) Les frontières terrestres et aériennes sont fermées pour compter du 24 janvier 2022 à 0h et ce jusqu'à nouvel ordre,
- 5) Un couvre-feu est instauré de 21h à 5h du matin sur toute l'étendue du territoire national à compter de ce jour, jusqu'à nouvel ordre.

Ouagadougou, le 24 janvier 2022

Lieutenant-colonel Sandaogo Damiba

Ouagadougou le 24/01/2022

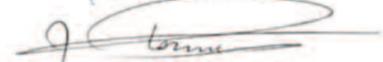
A Monsieur le Président
du Mouvement Patriotique
pour la sauvegarde et la Restauration

Objet: Démission des fonctions
de Président du Faso

Par le présente et dans l'intérêt supérieur de la Nation, suite aux événements qui s'y déroulent depuis hier, j'ai décidé de déposer ma démission, de mes fonctions de Président du Faso, Chef du Gouvernement, chef suprême des Forces Armées Nationales.

Dieu bénisse le Burkina Faso

Roch Kaboré



■ MALI Infos "ANW KO MALI"



LA LIBERATION DU GAL DIENDERE N'EST PAS UNE BONNE NOUVELLE

Le Général Gilbert Diendere, l'ami et complice de Blaise Compaoré dans l'assassinat de Thomas Sankara, a été libéré par les militaires putschistes et des soit-disant panafricains applaudissent cela.

Où est la logique?

Comment on peut aimer Thomas Sankara, le panafricanisme et aimer son bourreau Gilbert Diendéré?

#Mali_infos_anw_ko_Mali



■ Yeah Samake



CHERS AMIS,

Je suis en route pour les USA pour un séjour de quelques semaines. Je vais prendre part au Conseil d'Administration de la Fondation Empower Mali, mobiliser des fonds pour le financement de projets de développement et rechercher des bourses d'études auprès des Universités américaines.

J'accompagne aussi notre fils qui retourne au Lycée WASATCH Académie en Utah. Pour rappel, ce même lycée a offert une vingtaine de bourses d'études à notre Fondation pour le bénéfice des enfants maliens.

Je profiterai de l'occasion pour rencontrer mes compatriotes dans les villes de New York, Washington, Salt Lake City.

Malgré les incertitudes que nous connaissons aujourd'hui, j'ai confiance que les meilleurs jours de #Mali sont juste devant tant que nous nous mettons ensemble nos coeurs, nos capacités, intelligences pour la construction d'un #Mali apaisé et prospère.

Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR

#MALIANCONNECT2019

#DIASPORACONNECT2019



■ AJ+ français



Elle est entrée dans l'histoire du football africain. Assistée de trois autres femmes, Salima Rhadia Mukansanga a officié mardi en tant qu'arbitre centrale lors de la rencontre entre le Zimbabwe et la Guinée (2-1).

La Camerounaise Carine Atemzabong et la Marocaine Fatiha Jerroumi l'assistaient sur la touche et la Marocaine Bouchra Karboubi en tant que responsable de l'arbitrage vidéo. "C'est la première fois qu'une équipe entièrement féminine arbitre un match de la CAN", a précisé la Confédération africaine de football dans un communiqué.



■ Nouhoum Togo

Roch est grièvement Blessé



■ YBC-Communication

#YBC/YB

URGENT URGENT URGENT...

Un contingent Danois venu au Mali sans l'autorisation des autorités a été refoulé.



■ Moussa Mara Yelema

J'ai assisté à la cérémonie de lancement de la 7e édition du festival dogon Ogobagna à Bamako ce lundi 24 janvier.

Ce festival est devenu un événement majeur de l'agenda culturel au Mali et met en exergue, pendant une semaine, la richesse et la profondeur de la culture dogon.

Vivement le retour de la sécurité pour qu'il puisse retrouver son cadre naturel au centre du Mali berceau historique de la communauté dogon !



Les Ablaceries du Faso

1h · 🌐

« J'ai été le Parrain de baptême du Président Damiba. À l'époque, j'ai clairement signifié à son Père qu'il a eu un digne fils »

Le Témoignage touchant du Monseigneur Paul Zéphyrin DIAMIBA.



■ Daouda Bakary Kone

Rock Kaboré battu au nord-Est et à l'Ouest Macky Sall terrassé dans deux Grandes circonscriptions électorales du Sénégal. Ça commence bien wo



■ RFI Afrique

Nous avons anticipé la sortie de l'Algérie face à la Côte d'Ivoire, car comme je le disais depuis le début, on ne change pas sur le plan mental du jour au lendemain. L'Algérie n'était pas prête à se battre, mais plutôt à combattre les autres : le vent, les supporters, le terrain, les sorciers dans la forêt... L'Algérie aurait dû penser à la compétition plutôt qu'à se plaindre. D'autres champions sortants ont connu la même mésaventure dans le passé. Or, être champion n'est pas un titre à vie, le champion se renouvelle à chaque édition. En face, la Côte d'Ivoire a montré avoir un mental solide, des joueurs heureux d'être ensemble et un jeu plaisant.



La Confédération africaine de football a procédé ce samedi 22 janvier à Douala au tirage au sort des barrages pour la qualification à la

Coupe du monde 2022 au Qatar. De très belles rencontres se profilent avec des chocs comme Egypte-Sénégal ou Cameroun-Algérie.

FWC QATAR 2022™ THIRD ROUND FIXTURES - CAF				FIFA
	EGYPT	V	SENEGAL	
	CAMEROON	V	ALGERIA	
	GHANA	V	NIGERIA	
	DR CONGO	V	MOROCCO	
	MALI	V	TUNISIA	

Mali Actu



M. est une jeune femme réfugiée, l'aînée de sa famille, âgée de 22 ans. Elle habite à Niama-koro. Etudiante dans une université en série science, la jeune fille au teint clair et d'une beauté qui coupe le souffle tombe malade au point de perdre connaissance.



Wassim Nasr



#Syrie l'EI affirme que les combats continuent pour le 5e et diffuse une photo « des affrontements dans les environs de la prison de Ghouiran »



Allez les lionnes



CAN Cameroun 2021 : Un quatuor d'arbitres féminin pour la rencontre Guinée Vs Zimbabwe. Il s'agit de la Rwandaise Salima Rhadia Mukan-sanga qui est assistée par La Camerounaise Carine Atemzabong et la Marocaine Fatiha Jermoumi. La responsable de l'arbitrage vidéo sera la Marocaine Bouchra Karboubi.



DICKO NEWS



Que vaut encore la CEDEAO ? Ses utilités se limitent à faire des communiqués laconiques et exécuter ce que Emmanuel Macron a dictée.

Daouda Bakary Kone



Rock Kaboré doit partir avec son community managers propagandiste. Dites lui qu'il est mince, que nous étions serein face à la chute de son Boss morè.



DIONA DIONA
PHOENIX
Pour un nouveau souffle de vie



SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65

Funérailles d'Ibrahim Boubacar Keita : L'ancien Président de la République repose désormais dans son domicile à Sébénikoro



L'ancien Président du Mali, Ibrahim Boubacar KEITA (IBK), repose éternellement depuis vendredi à Sébénikoro dans sa résidence. Cinq (05) jours plus tôt, soit le dimanche 16 janvier, il a rendu l'âme en début de journée à l'âge de 76 ans.

Il a été conduit à sa dernière demeure après les hommages de la nation qui lui ont été rendus à la place d'armes du génie militaire avec la participation d'une foule d'amis, d'ex-collaborateurs, mais aussi des autorités de la transition. Selon son fils M. Boubacar KEITA, qui lui a rendu un vibrant hommage, l'ancien président « n'avait aucune amertume, il n'en voulait à personne. Grand croyant, il a toujours pensé que le plan de Dieu est le meilleur », a-t-il témoigné.

C'est sous la présidence du Premier ministre, Choguel Kokalla MAIGA, que les funérailles nationales de l'ancien Président Ibrahim Boubacar KEITA se sont déroulées. L'ancien chef de l'Etat a eu les honneurs militaires dus à son rang ainsi que les témoignages de la Nation. C'est son fils Boubacar KEITA qui a parlé au nom de la famille de l'illustre disparu.

Boubacar KEITA a fait savoir que l'histoire de son défunt père a été marquée par des choses merveilleuses. Les membres de la famille ont tenu particulièrement à remercier le Colonel Assimi GOITA malgré qu'il soit celui qui a mis un terme au mandat d'IBK : « Des événements d'août 2020 à ce jour, il (Assimi GOITA) t'a (IBK) toujours traité avec beaucoup de respect et d'égard. Ne pas le souligner serait ingrat et contraire aux valeurs » qu'IBK a inculquées à ses enfants, selon les témoignages de Boubacar KEITA.

C'est fort de ce constat que le porte-parole de la famille d'IBK a salué le Président de la Transition pour avoir facilité, selon lui, « les conditions de l'ex-président IBK ». « Aujourd'hui tu es soulagé de ce fardeau que tu portais. Tu as mérité le repos. Ce repos de ceux qui sont appelés homme avec « H », a affirmé son fils.

La petite fille du défunt Président, Aminata Jeanne KEITA, souligne qu'IBK sera toujours dans leur mémoire. Au nom des partis politiques, M. Amadou KOITA a salué « un démocrate convaincu et un homme ouvert doté d'un véritable sens de responsabilité ».

Le porte-parole du Colonel Assimi GOITA à la cérémonie d'hommage, en la personne du Grand Chancelier de l'Ordre National du Mali, a salué « un homme qui a fait beaucoup pour le Mali, dont notamment l'adoption de la loi portant sur le statut de l'opposition au Mali ».

CÉDEAO/Mali : Illégalité contre illégalité !



Les sanctions de la CEDEAO contre le Mali sont qualifiées d'illégales. Soit ! Mais, le coup d'Etat est aussi illégal. Entre deux maux, il faut trouver le juste milieu qui n'augmente pas le préjudice déjà subit. La CEDEAO, ce gros machin créé pour aider à vivre en communauté, est devenu un gros problème pour cette vie en communauté entre voisins. Pour les intellectuels, la CEDEAO n'est pas celle des « peuples » mais celle des chefs d'Etat qu'elle sert et désert en fonction de la tête du client. Ça, on l'a bien compris depuis longtemps. Mais, les Maliens pouvaient-ils s'attendre à autre chose de la part de cette CEDEAO ? Absolument pas ! La condamnation d'un coup d'Etat est un principe universel et dans la constitution malienne, le coup d'Etat est un crime imprescriptible. La CEDEAO a donc condamné le coup d'Etat de 2020 et celui de 2021. Mais les sanctions prises contre les auteurs de ces coups de force sont qualifiées d'illégales, ne reposant sur aucun texte juridique ou administratif ? Tout comme le coup d'Etat.

Que faire si l'illégalité rencontre l'illégalité ? Apparemment, c'est le coup de force qui départage. Le bras de fer entre la junte au pouvoir au Mali et la CEDEAO rentre dans ce cadre et la question est celle de savoir qui va l'emporter. Le dialogue reste pourtant le seul moyen pour minimiser les dégâts. Encore faut-il que les protagonistes soient conscients des conséquences de leurs actes à court, moyen et long terme. Le plus important reste les dissensions internes à faire taire.

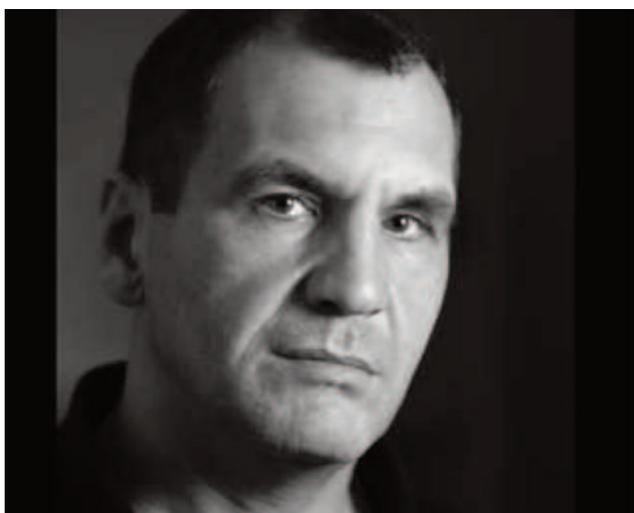
Tiémoko Traoré / Source : Le Pouce



Après les cérémonies riches en émotion, la dépouille mortelle de feu IBK a été remise à sa famille. Aussi, c'est dans sa résidence qu'IBK a été mis sous terre. La Nation toute entière a ainsi accompagné avec tous les honneurs dans sa dernière demeure.

Mahamane Touré / Source Nouvel Horizon

Coup d'État au Burkina : Cher Lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba



Je vous félicite chaleureusement ! Vous avez fait le pas le plus sérieux et le plus juste : les courageux, les jeunes et les forts doivent toujours venir en aide à leur peuple. C'est un moment historique. C'est ce que vous faites.

Je comprends bien comment il est important de lutter pour la liberté de la patrie et de lutter contre le terrorisme. Les terroristes imposés par les pays occidentaux se moquaient de votre pays pendant des années. Je le vois en République CENTRAFRICAINE, le peuple qui, tout récemment, a pu accéder à une véritable indépendance, uniquement grâce à des actions décisives.

Je suis toujours prêt à venir pour vous aider dans la bonne cause de la lutte pour la paix, la liberté et la justice.

Le Sociologue Maxime Shugaley.

UEMOA : Les modalités de mises en service des postes de contrôle juxtaposés entre le Togo et le Bénin au cœur d'une réunion des ministres des Transports

La Commission de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine) organise, les 27 et 28 janvier 2022 à Ouagadougou, une réunion des Ministres en charge des Transports, annonce un communiqué transmis aux médias.

D'après le texte, au cours leur rencontre, les ministres vont définir les modalités de mise en service des Postes de Contrôle Juxtaposés (PCJ) de Hilacondji-Sanvee-Condji (frontière entre le Togo et le Bénin), dans les meilleurs délais, de même que celles relatives à la mise en exploitation réelle des PCJ de Malanville (frontière entre le Bénin et le Niger), après plus de trois (03) ans d'exploitation expérimentale.

La construction des PCJ vise à assurer la fluidité des échanges intra-communautaires par la réduction des délais de passage aux frontières. En outre, en marge de cette réunion, une concertation des ministres en

Rassemblement de solidarité avec le Mali : Contre les sanctions de la CEDEAO



Le 23 janvier, une manifestation de solidarité avec le Mali a eu lieu en Russie. Le rassemblement en Russie était une réponse au grand rassemblement du peuple malien qui a eu lieu le 14 janvier dans la capitale de la République du Mali. Le rassemblement au Mali a été organisée par le gouvernement malien contre les sanctions de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest - une association d'intégration régionale des pays de l'Afrique de l'Ouest). Des milliers de Maliens sont descendus dans les rues de Bamako pour exprimer leur solidarité avec le gouvernement d'Assimi Goita.

La manifestation de solidarité avec le Mali, qui s'est déroulée en Russie dimanche 23 janvier, était accompagnée des slogans « Mali, nous sommes avec vous ! Macron, ne touche pas le Mali », « Courage, nos frères Maliens ! Votre cause est juste ! », « Il n'y a plus de colonies en Afrique ! » Le rassemblement a réuni des Russes, des Maliens, des étudiants d'autres pays africains et arabes qui étudient en Russie.

Aboubacar Traoré



charge des Transports du Bénin, du Burkina Faso, du Niger et du Togo est prévue sur l'état d'application du Règlement n°14/2005/CM/UEMOA relatif à l'harmonisation des normes et des procédures de contrôle du gabarit, du poids et de la charge à l'essieu des véhicules de transport des marchandises.

Source : Rk

Région de Sikasso : Une série d'infanticides au quartier Mamassoni !



Ce début d'année a été terrible pour les habitants de ce quartier de la Cité de Kéné Dougou, appelé "Mamassoni". Ainsi, au cours de ce seul mois de janvier, 5 enfants ont été retrouvés assassinés froidement par des personnes non encore identifiées. Les derniers cas d'infanticides remontent à la date du 18 janvier dernier, lorsqu'une fillette a été retrouvée puiser de tout son sang et le corps d'un petit garçon sans tête ni appareil génital, tous abandonnés sur les berges du marigot dudit secteur. Pourquoi tant de cruauté à l'égard des tout-petits de ce quartier ? S'agissent-ils des meurtres rituels ?

Les parents du quartier périphérique "Mamassoni" de Sikasso vivent le calvaire et ont la peur au ventre en ce début d'année. Ils craignent pour leurs progénitures. Pour cause, ce quartier, selon nos sources, a enregistré successivement 5 enfants retrouvés sauvagement assassinés. Certains égorgés et les têtes emportées avec d'autres parties du corps et d'autres puisés de leur sang. Les auteurs de ces actes ignobles, inhumains et abjects ne sont toujours pas connus, plutôt retrouvés.

En effet, selon les informations recueillies auprès de notre source au quartier Mamassoni, ces enfants assassinés disparaissent d'abord dans la nature avant d'être retrouvés sauvagement assassinés avec leurs membres emportés, notamment la tête et le sexe par des criminels. Aussi, ces tueurs tirent le sang de certaines victimes dont le but reste méconnu à présent. Face à cette situation de meurtre successif, la population de ce vaste quartier de la ville de Sikasso ne cache plus son inquiétude et sollicite l'implication totale des autorités, singulièrement la police, pour que cela puisse cesser.

Selon toujours nos sources, la police locale assure d'avoir pris cette situation en main afin de faire stopper ce fléau qui mine cette partie de la ville de Sikasso. En outre, d'après nos sources sur place, les femmes de Mamassoni ont projeté de marcher ce matin lundi 24 janvier en direction du Gouvernorat. Ce, pour exprimer leur ras-le-bol, dénoncer ces actes criminels et interpellier les autorités à protéger et sécuriser ledit quartier. Par ailleurs, au moment où nous mettions cet article sous presse, il nous est parvenu qu'un enfant talibé était porté disparu, toujours à Mamassoni. Espérons qu'il soit retrouvé sain et sauf sans croiser le chemin de ces assassins ! Les autorités sont donc interpellées !

Par Mariam Sissoko / Source : Le Sursaut

4ème Anniversaire du parti LDC : Moussa Sinko Coulibaly appelle à l'union pour sauver le Mali



La Ligue Démocratique pour le Changement (LDC) a commémoré, le jeudi 20 janvier 2022, son 4ème anniversaire. La cérémonie commémorative, placée sous la présidence du Général Moussa Sinko Coulibaly, président du parti, a eu lieu dans les locaux de son siège sis à Faladié, en Commune VI du District de Bamako. Etaient présents également MM. Gaoussou Tangara, 1er Vice-président, Lamine Traoré, Secrétaire politique, le Président du Groupe Espoir Sinko 2022, Pr. Lassana Kanté, Me Malick Coulibaly, ancien ministre de la Justice, Garde des Sceaux, et plusieurs autres responsables des partis amis et associations.

M. Gaoussou Tangara, après avoir souhaité la cordiale bienvenue aux invités, a profité de l'occasion pour faire la genèse de la création du parti LDC. Pour lui, face à la situation chaotique du pays à l'époque perpétrée par des dirigeants animés de mauvaise volonté, le Général Moussa Sinko Coulibaly a appelé tous les Maliens, de l'intérieur comme de la diaspora, à s'unir pour sauver la patrie en dérive. Un appel répondu sur le terrain de football de Magnambougou, le 20 janvier 2018 par les Maliens. Ainsi fut enfin lancée la "Plateforme pour le Changement".

Une occasion pour le Président Moussa Sinko Coulibaly de dévoiler ses ambitions politiques pour son pays, le Mali. Son seul objectif est de donner aux Maliens ce qu'ils méritent. Depuis ce jour, le Général Coulibaly se bat chaque jour pour le bonheur des Maliens et la paix au Mali. Pr. Lassana Kanté a, pour sa part, rendu un vibrant hommage à l'Armée malienne pour les efforts déployés dans la lutte engagée contre les terroristes sur tous les fronts.

Le Président Moussa Sinko Coulibaly a, dans son discours, appelé les Maliens à l'union sacrée autour du Mali en cette période difficile de son histoire. Au début de cette cérémonie commémorative des quatre ans du parti, une minute de silence a été observée à la mémoire du défunt Président Ibrahim Boubacar Keïta, à l'ensemble des militaires et civils tombés sur le champ d'honneur, avant de souhaiter prompt rétablissement aux blessés.

Y. MARIKO / Source : Le Malien

Sanctions contre le Mali : L'Union Africaine soutient la CEDEAO et propose une transition de 16 mois

Le vendredi 21 janvier 2022, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a rendu public les conclusions de sa réunion tenue il y a quelques jours. Une réunion au cours de laquelle les débats ont été entièrement consacrés sur le Mali. Ainsi, le Conseil a endossé les positions de la CEDEAO. L'Union africaine soutient donc les sanctions infligées contre notre pays et appelle surtout les autorités maliennes à une prolongation courte de seize mois maximum.

Le Conseil de paix et de Sécurité de l'Union Africaine vient de prendre contre le Mali en soutenant les sanctions infligées par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Des sanctions prises lors d'un sommet extraordinaire des Chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres des deux organisations sous-régionales tenu le dimanche 09 janvier 2022 à Accra au Ghana.

"Un allongement indu du processus de transition au Mali". Pour l'Union africaine, le calendrier proposé par les autorités maliennes de la Transition (une prolongation de transition comprise entre six mois et cinq ans), est considéré comme "inconstitutionnel, inadmissible, inapproprié et constitue une grave obstruction au processus démocratique dans le

pays". La condamnation ne saurait être plus ferme.

L'Union africaine, au cours de cette réunion, a beaucoup plaidé pour un retour "rapide" à l'ordre constitutionnel et démocratique "dirigé par des civils" et soutient pour cela la proposition de médiation formulée par l'Algérie. Le délai proposé par Alger, seize mois de transition supplémentaires au maximum avant l'organisation des élections présidentielle et législatives, est jugé approprié et réalisable.

Une prise de position qui, après la proposition des autorités maliennes de transition, donne la mesure des ambitions de chacun. La CEDEAO ne s'est, quant à elle, jamais prononcée officiellement sur le délai qu'elle jugerait acceptable.

Alors que les autorités de transition se réjouissent de leurs récents succès militaires, l'Union africaine a déploré dans un rapport publié récemment, la détérioration de la situation sécuritaire et surtout l'absence d'autorité de l'État dans le centre du Mali.

L'UA a condamné enfin la poursuite de l'emprisonnement de personnalités politiques et d'anciens dirigeants maliens par les autorités de transition, qu'elle qualifie d'illégale, et exige leur libération. Cela, en faisant allusion au cas de l'ancien Premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga, à l'ancienne ministre de l'Économie Mme Bouaré Fily Sissoko, à l'ancien secrétaire général de la présidence de la République Kalilou Doumbia ainsi qu'à d'autres collaborateurs du premier président de la transition Bah N'Daw – qui n'est plus, quant à lui, en résidence surveillée sans pour autant les citer nommément.

Youssouf SANGARÉ / Source : Le Malien





Qui sommes nous

NSI est une entreprise de commerce général et de prestations de services.
l'entreprise est spécialisée dans l'importation et la distribution des produits pétroliers et dérivés.
Par ailleurs nous opérons dans le domaine des marchés publics notamment les matériels informatiques, les meubles, les équipements etc.
Fiers d'expériences avérées dans le domaine au Mali et à l'international, nous nous efforcerons toujours de vous garantir la qualité et la quantité à des temps records.

NOS VALEURS

Audace
Innovation
Excellence

" ENSEMBLE NOUS IRONS LOIN "



IMPORT EXPORT



TRANSPORT



HYDROCARBURES



MATERIEL INFORMATIQUE



VENTE DE VEHICULE



**Marchés
Publics**

MOBILIER DE BUREAU



Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Lutte contre le terrorisme : Les FAMA infligent de lourdes pertes aux ennemis

C'est par un communiqué en date du 17 janvier 2022 et signé par le Directeur de l'Information et des Relations Publiques des Armées (D.I.R.P.A.), le Colonel Souleymane Dembélé, que le chef d'Etat-major Général des Armées du Mali a informé l'opinion nationale et internationale sur les interventions réussies par les Forces Armées Maliennes (FAMA) sur les Groupes armés terroristes (GAT). Ces interventions ont été menées il y a deux semaines.

Ainsi, celles-ci entrent dans la continuité des opérations militaires entreprises avec prouesse par les Forces Armées Maliennes qui sont depuis quelques mois dans une dy-

namique offensive avec l'opération « KELETIGUI » en zones Sud et Centre contre les groupes armés terroristes qui adoptent l'évitement comme mode d'action.

Les actions de renseignements, d'infiltrations et aéroterrestres se sont poursuivies depuis ces derniers temps. Ainsi, le 10 janvier 2022, des frappes aériennes des FAMA dans le secteur de Songo, cercle de Bankass, ont occasionné la neutralisation de 06 terroristes. Aussi, au 12 janvier 2022, les FAMA, dans leurs offensives contre les groupes armés terroristes, ont procédé à des frappes aériennes dans les zones de Sama, Sosso et Logori dans le cercle de Bankass, ayant fait plusieurs

morts dont le numéro 2 de Katiba Macina, Ousmane Sidibé dit Bobala et plusieurs autres terroristes. Les frappes du 14 janvier 2022 se sont produites après un accrochage entre les FAMA et les groupes armés terroristes aux environs de Alatona, commune de Diabaly. Le même jour, lors d'une patrouille de reconnaissance offensive de l'opération KELETIGUI dans la zone Sud, précisément dans la localité de Tiéré frontalière du Burkina Faso, 01 pick-up immatriculé AG 6285 MD et 04 motos ont été récupérées lors de la fuite des GAT. Cette même opération a permis de neutraliser 4 terroristes et d'interpeller 3 suspects mis actuellement à la disposition de la prévôté. A celle-ci, s'ajoute l'action salvatrice du 15 janvier 2022, par laquelle les FAMA ont procédé à la destruction de 02 bases logistiques terroristes. Le bilan de cette offensive se résume comme suit : 01 FAMA blessé ; coté ennemi : 09 terroristes neutralisés, 01 camion et 01 pick-up, tous équipés de 12,7, et 01 tri-cycle ont été détruits, 57 téléphones portables et plusieurs armes récupérés. 1,5 tonne d'engrais servant à la fabrication d'Engins Explosifs Improvisés (EEI) ont été détruites, indique le communiqué.

En guise de rappel, le même communiqué nous informe que cette zone servait de base de regroupement pour les terroristes qui, régulièrement, procédaient aux harcèlements des populations du secteur de Diabaly en les empêchant de vaquer à leurs occupations agropastorales et en incendiant les champs. Toujours selon le communiqué, le 16 janvier 2022, dans le cadre de l'opération KELETIGUI et suivant une information faisant état de la présence des ennemis dans la zone de Tarabakoro-Akor-Djeda, les FAMA en reconnaissance offensive ont été pris à partie par des tirs d'un groupe armé terroriste. Après avoir vigoureusement réagi, les FAMA ont neutralisé 14 GAT, dont le chef de base Hadj Modibo Bah, qui était fortement recherché par les services de sécurité, coupable de plusieurs exactions contre les populations de Tarabakoro, Guiré, Bougoudjiré. Il était aussi impliqué dans plusieurs attaques des postes de sécurité de Guiré. Aussi, les FAMA ont interpellé 09 autres présumés terroristes et récupéré 01 pick-up, 04 motos, 06 PM et 02 fusils de chasse.

Diakalia M. Dembélé
Source: 22 Septembre



L'étrange destin du peuple malien : L'inébranlable soutien des frères africains !

Face à l'injustice dont le Mali est victime, une prise de conscience fait rage chez les peuples africains. Pour preuve, le samedi 22 janvier, des africains à travers le monde ont manifesté leur soutien, à travers des meetings populaires, au peuple malien et aux autorités maliennes qui subissent des sanctions injustes de la CEDEAO, de l'UEMOA et maintenant de l'UA.



Le peuple malien n'est plus seul dans sa lutte pour la liberté et la souveraineté. Il est soutenu et encouragé par tous les peuples africains à travers le monde. Du Burkina Faso, en passant par le Tchad jusqu'en Europe à Barcelone ou à Paris, des patriotes ont manifesté samedi en guise de soutien au peuple malien. Au centre de ces manifestations, un seul mot d'ordre : non aux sanctions imposées par la CEDEAO et l'UEMOA. Des sanctions jugées injustes et visant tout simplement à asphyxier le Mali et condamner son peuple.

Des interrogations légitimes ont été posées lors de ces rassemblements. A savoir : Pourquoi ces panoplies de sanctions contre un peuple qui a décidé ce qui est bon pour lui ? La CEDEAO et l'UEMOA sont-elles au service de Macron ou des peuples ?

De nombreux intervenants ont demandé à reconnaître au peuple malien sa maturité et son libre choix à décider de sa destinée. Auquel peuple on ne doit rien imposer. Cela comme pour dire à ces chefs d'Etat de ces organisa-

tions communautaires que ce peuple qui a récolté les mauvaises graines de la mauvaise gouvernance des trente dernières années ne veut plus refaire les mêmes erreurs du passé. Aujourd'hui, il veut prendre son destin en main et pousser les autorités de la Transition à travailler pour l'intérêt du pays et non d'assouvir les vices des puissances étrangères.

Quelque chose est en train de prendre ses racines au Mali ?

Le peuple malien est une référence aujourd'hui en matière de bravoure et du courage en Afrique. Tous les grands africanistes observent ce qui se passe au Mali et soutiennent cette lutte de liberté qui engendra sans doute à la liberté des peuples africains. Depuis le coup d'Etat du 18 août 2020 au Mali, quelque chose a changé dans l'esprit des peuples voisins de l'Afrique de l'Ouest. Des mobilisations partout comme au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire ou au Sénégal se multiplient.

Il n'est pas exagéré de voir se rééditer sous

d'autres cieux, le sort de l'ancien Président guinéen Alpha Condé.

En clair, tels des assoiffés, ces peuples africains veulent du changement à tout prix et la situation du Mali sert désormais de tremplin à cet effet. C'est pourquoi, tel un sursaut continental, tous les peuples africains se sont mis derrière le peuple malien. Et cela est en train de donner des réflexions à des intellectuels et politiques à travers le continent. Lesquels voient en cette détermination du peuple malien et de ses autorités comme un nouveau tournant que les autres peuples doivent amorcer. Cependant, disait un activiste camerounais : « le peuple malien n'est pas comme les autres peuples, il est incontrôlable ».

En somme le nationalisme malien est en train de payer et faire des émules au sein du continent africain. Il reste juste à supporter la résilience. Vive la Révolution, vive une Afrique qui réclame sa vraie indépendance !

Adama Tounkara
Source : Le Sursaut

STUDIO D'ENREGISTREMENT - PRODUCTION D'ARTISTES
INGENIEURIE DE SON



CREATED LABEL
TEMPLE OF MUSIC

SEBENIKORO
+223 93 34 98 73



Force Takuba au Sahel : Que font-ils nous ?



Complètement enlisée dans une guerre dont elle se voulait garante exclusive de la victoire, en vue d'asseoir de nouvelles bases pour l'exploitation de nos pays, la France ne manque pas d'imagination pour partager une défaite qui pointe à l'horizon. Ayant tout fait, dès le début, pour écarter la CEDEAO et l'Algérie de la recherche d'une solution à la crise sécuritaire au Sahel, elle conçoit et fait créer la fantomatique force G5 Sahel. Conçue pour échouer car s'inspirant de la ligne Maginot, le G5 Sahel avait pour stratégie de mobiliser une sorte de fortifications militaires autour des frontières du Mali pour ainsi laisser ce pays brûler seul. Harcelée de toutes parts par les terroristes, le G5 Sahel n'a jamais été autre chose qu'un label de fundraising et un alibi pour la France de réduire, le moment venu, la voilure de Barkhane au Sahel.

L'absence de stratégie claire, le coût faramineux de l'opération Barkhane et les lacunes congénitales du G5 Sahel pousseront l'ancienne puissance coloniale à inventer un nouveau concept de guerre pour faire porter son action par les européens. C'est ainsi que fut

créée la force Takuba. Contrairement à Barkhane, la Force Takuba ne repose sur aucun texte et sa création n'est l'émanation d'aucun des pays du Liptako Gourma.

Elle est composée exclusivement de forces étrangères comme la fameuse coalition à la base de la déstabilisation de la Lybie d'où viennent en bonne partie les problèmes du Sahel. C'est une melting pot composée de pays amis de longue date du Sahel, des pays finançant les milices qui réduisent les africains en esclavage en Lybie et fait curieux, de pays comme l'Estonie, n'ayant aucun lien ni accord de coopération avec nos pays. Contre tout bon sens la Force Takuba choisit de s'attaquer à une cible secondaire en se concentrant sur la zone dite des trois frontières, laissant le Mali, le Burkina et le Niger en proie aux attaques croissantes du JNIM à leur sort.

Sans base légale suffisante, sans la participation des africains et surtout sans stratégie en adéquation avec nos priorités, nous sommes en droit de nous demander à quoi sert la Force Takuba. Composée d'environ 800 militaires européens, Takuba échappe à tout

contrôle de nos pays et ne rend compte qu'à la France qui en assure le Commandement. Tout comme Barkhane, Takuba n'a pas pu empêcher aux terroristes de traverser nos frontières pour semer la désolation au quotidien. Dans sa démarche pour diluer les responsabilités de son échec au Sahel, la France continue de mobiliser ses alliés pour garder un semblant de coalition internationale destinée à faire perdurer la crise le plus longtemps possible.

Il faut espérer la dynamique en cours au Mali et le changement de gouvernement en Allemagne contribueront à démasquer les plans d'occupation de nos terres par des forces étrangères dont nous ne contrôlons ni les opérations et encore moins les moyens d'action. Comme disait Nelson Mandela, « tout ce qui est fait pour moi, sans moi, est fait contre moi. »

EnergiesdAfrique Nassemanaye Lechange-mentsimpose

Mali-CEDEAO : Date des élections ou divorce

Un nouveau calendrier de proposition de la junte est attendu par la Communauté sous régionale. Une transition de deux (02) ans (2022- 2024). Selon certaines indiscretions. Les élections présidentielles prévues fin 2024.

La CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) a été créée le 28 mai 1975 avec pour mission de promouvoir l'intégration économique dans tous les domaines. Son objectif majeur était de constituer, en 2005, un marché ouest-africain et une union monétaire. Ces deux revendications n'ont pas été atteintes en raison des problèmes politiques, économiques et monétaires affectant ses membres en particulier l'alignement avec le CFA et les autres monnaies qui devraient adopter leur propre monnaie commune, l'Eco.

La CEDEAO tient une conférence annuelle des chefs d'État et de gouvernement. Ses autres institutions comportent, un Conseil des ministres, un Secrétariat exécutif, un Tribunal de la Communauté, des commissions techniques spécialisées. Elle s'est fortement impliquée dans la solution des problèmes régionaux (Sierra Leone, Côte d'Ivoire) et l'envoi de forces du maintien de paix, pour mettre fin à la guerre au Liberia avec la création de l'ECOMOG. Cette dernière structure, de nature militaire, est dominée par le Nigeria et le Tchad en raison de leur poids économique et humain déterminant dans la région. Depuis 2012, nouveau rebondissement de la rébellion au Nord du Mali, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est impliquée dans la recherche de la paix.

À cet effet, plusieurs résolutions ont été signées entre le gouvernement du Mali, les rebelles et la CEDEAO. Elles ont toutes échoué. La rébellion qui était combattu, depuis 2013, par les forces sous-régionales de la CEDEAO, appuyée par les forces françaises, s'est transformée en terrorisme international. Du coup, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest s'est muée en gendarme auprès de notre pays.

Nous sommes dans une crise perpétuelle, sans fin et sans lendemain radieux. Après les conséquences subies par les différents embargos infligés au Mali, la CEDEAO ne se ressaisit pas toujours. Elle continue sur sa lancée en multipliant les sanctions contre le



Mali, et sollicite d'autres créneaux de médiation, car elle aurait échoué dans son fondement et dans sa démarche (ingérence dans les affaires intérieures d'un pays membre de la CEDEAO).

S'agissant du gouvernement malien, il s'apprêterait dans les jours à venir à proposer une nouvelle durée de la transition... Une transition est un pouvoir d'exception qui est limitatif. Quelle que soit la déliquescence de l'État, il y a un calendrier pour tout. Cinq (05) ans de transition, c'est un mandat électif gratuit avec un parlement de fait, qu'est le Conseil National de Transition (CNT), avec un gouvernement providentiel. Au moment où un manque de confiance s'installe entre la CEDEAO et les tenants du pouvoir de Bamako, il y a lieu de s'interroger sur le nouveau calendrier proposé par la junte.

Selon plusieurs analystes, la junte malienne ne serait pas décider à tenir les élections présidentielles dans un bref délai pour la simple

raison qu'il faut tout refonder, voire la classe politique vieillie par l'âge et fatiguée par les luttes internes. «Au Mali, il faut tout détruire, pour tout reconstruire». Argument avancé par les partisans d'une transition de cinq (05) ans. S'il est un problème qui divise le Mali et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), c'est le manque de confiance entre les ressources humaines. Qui dit vrai ? Qui a raison ? Le problème de l'Afrique ce sont les Africains.

Depuis plusieurs décennies, notre continent manque d'interlocuteurs de qualité, et s'il y en a, ils ne sont pas écoutés ou n'ont pas voix au chapitre. Comment interpréter les agissements des pays de la CEDEAO à l'encontre du Mali ? Comment comprendre le Mali sous régime militaro-civile ?

Safounè KOUMBA

Source : L'Inter De Bamako

Transition : Konan ou venez voir les réalités du Mali sous sanctions

Bien qu'ayant espéré, au début de nos investigations concernant l'éditorial qu'on vous prête, dans Ivoir'Soir du 21 janvier, qu'il soit un simple fake, nous avons, hélas, dû nous rendre à l'évidence : Venance Konan, recalé par le régime Ouattara Alassane, après l'avoir pourtant " soutenu " contre vents et marées lors de la crise meurtrière de Côte d'Ivoire de 2010, chercherait bel et bien à se repositionner, comme il en a l'habitude, qu'il ne s'y prendrait autrement. Histoire de « verser », hélas, dans la précipitation, un éditorial corsé au relent condescendant, dont le titre est d'ailleurs complètement en déphasage avec le contenu. En effet, que dit le titre de notre confrère en mal de positionnement chez lui ? « Et voici que l'organisation régionale [CEDEAO] devient le méchant ». Il ajoute, plus loin, sarcastique : « Aujourd'hui au Mali, il y a un gentil loup que les méchants moutons de la CEDEAO sont en train de maltraiter ». Et que dit l'article ? Un simple énuméré des faits que n'importe quel écolier du primaire pourrait rappeler à l'intention des cancre de sa classe. On est loin des méchants de part et d'autre, qu'ils soient loups ou moutons, que seul Venance décèle derrière ses lunettes de grands myopes.

Eh bien ! Monsieur Konan, apprenez que le peuple malien ne se laisse pas indexer impunément par les plumitifs rompus dans le psittacisme du perroquet tropical, d'où qu'ils proviennent. Et que nos autorités pour se faire recadrer, voire brocarder, n'ont pas besoin des thuriféraires de votre acabit que ADO lui-même a tenu à éloigner de lui et qui semblent le caresser (à travers la CEDEAO) dans le sens du poil, maintenant que sa pilule du troisième mandat semble avalée.

Apprenez que la situation malienne est trop sérieuse et trop complexe pour être survolée de façon nauséabonde par une plume trempée de l'étranger dans de " la bouse de moutons." Prêtez-nous l'expression, svp. Et à propos de " méchants moutons", sachez qu'il n'y a fort heureusement pas de moutons de panurge, comme vous semblez insinuer dans votre édito. Il y a (y compris au Mali) de véritables élans patriotiques, d'horizons divers, qui pour soutenir, et qui pour dénoncer les autorités de la Transition.

Alors, réglez vos comptes personnels avec Nathalie Yamb, si tant est que d'être amie et soutien de Mamadou Koulibaly peut lui valoir vos quolibets. Ici, pour répondre à vos sarcasmes, Coulibaly s'écrit avec un C et Mamadou prend

un h pour faire Mahamadou.

Mais revenons à nos moutons, puisque vous aimez bien leur compagnie, apparemment, sans doute celle des mêmes ramages pour les mêmes plumages. Retenez que dans l'affaire des sanctions de la CEDEAO, Yamb semble avoir plus de clairvoyance que vous. En effet, Monsieur Venance, Nathalie et de nombreux autres panafricanistes du continent, que vous avez l'outrecuidance de traiter de méchants moutons, ont eu la clairvoyance, eux, de comprendre au moins une chose : les sanctions très disproportionnées de la CEDEAO au Mali, par bien de leurs aspects, frappent plus un peuple meurtri par dix ans de guerre asymétrique et ses effets pervers sur tous les aspects socioéconomiques de la vie, que les autorités de la Transition. Mieux, ces sanctions, pour le moins cyniques, ne sont adossées à aucun dispositif juridique ou réglementaire de l'UEMOA et de la CEDEAO. On vous renvoie à la conférence de presse animée conjointement, à Paris, par les Présidents Bazoum (Niger) et Macron (France), le premier expliquant l'impossibilité de satisfaire le second qui poussait à la roue pour la prise des sanctions contre le Mali et pour la simple raison que " lesdites sanctions n'étaient pas prévues par les textes communautaires de la région." Bazoum dixit. Puisque vous avez montré que vous êtes doué en psittacisme, vous devez vous rappeler le syllogisme à ce sujet, pour voir des mains invisibles et extracommunautaires derrière ces sanctions manifestement illégales. Ensuite, "l'abandon" des bases du Nord (Tessalit, Tombouctou, entre autres) par la France est-il factuel ou



virtuel ? Or, les faits sont sacrés ! Notions basiques non, même pour un journaliste de salon ?

Enfin, Venance Konan, sortez de votre confort de journaliste de salon en Côte d'Ivoire où vous n'avez apparemment plus d'assise, et venez chez nous, pour investiguer sur la situation du Mali et des Maliens. Au moins, même un bon journaliste de salon se doit du respect pour ses lecteurs par le respect du principe sacrosaint de l'équilibre de l'information en présentant les deux argumentaires, quitte au lecteur de forger sa propre opinion sur le sujet. Et, libre à vous ensuite de commenter et de vous ranger du côté des "moutons" aux dents longues et aiguës ! En réalité, votre sortie rappelle l'histoire d'une Américaine, spécialiste de « la femme malinké », ayant pris part, à ce titre, au colloque sur l'Empire du Mali, organisé à Bamako, en 1992. On lui a demandé le nombre de ses séjours en pays manding et parmi les femmes malinkés au point d'en être une spécialiste réputée. Sa réponse était qu'elle n'avait jamais séjourné auparavant dans un pays mandingue et qu'elle s'était plutôt spécialisée sur cette thématique en lisant simplement différents portraits des femmes malinkés dans les romans écrits par des auteurs (hommes) malinkés. Quel toupet au plan scientifique !

Vous aussi, vous avez beaucoup lu sur le Mali et beaucoup répété certainement comme un perroquet ! M. Konan.

En tout cas, si vous vous décidez de venir à la source de l'information, nous vous assurons que, malgré vos grands airs, vous y serez bien accueilli et vous serez, peut-être, alors habilité à "pondre" un article digne de votre statut de poule sacrificielle de la CEDEAO, heu ! de ADO devrions nous écrire. Au fait ! Où étiez-vous et où était la CEDEAO au moment du passage en force du 3e mandat d'ADO qui porte en germe, avec d'autres maux, la mal gouvernance et explique, à bien d'égards, la sortie des bidasses hors de leurs casernes ?

Dicko Seïdina Oumar - DSO - Journaliste - Historien - Écrivain
Seydina Oumar Diarra - SOD - Journaliste - politologue - communicant

Mali : « La priorité est comment sortir de cette situation malencontreuse »

Sur la situation actuelle, l'ex-Premier ministre du Mali et actuel président du parti Yelima, Moussa Mara, livre son analyse.



Lorsque la tension est à son comble autant dans les chancelleries que dans la rue, le Mali cherche les voies et moyens de desserrer les contraintes supplémentaires économiques, sociales et politiques engendrées par les sanctions prises par la CEDEAO et l'UEMOA, mais aussi par les divergences, pour ne pas dire les différends, entre Bamako et Paris sur fond de réorganisation du dispositif de l'opération Barkhane et de présence sur le sol malien d'instructeurs russes à côté de combattants supposés être des mercenaires de la société militaire privée Wagner. Chaque jour apportant son lot de questionnements sur le devenir de l'opération Barkhane, de la force européenne Takuba et de la présence sur le sol malien de troupes de

l'ONU dont le Secrétaire général, Antonio Guterres, a réclamé « un calendrier électoral acceptable », Moussa Mara, ex-Premier ministre que le défunt président Ibrahim Boubacar Keïta avait nommé en avril 2014, donne son sentiment sur ce qui se joue actuellement avec le Mali.

Le Point Afrique : Le Mali est dans l'œil du cyclone. Comment situez-vous les responsabilités des uns et des autres, Maliens et non Maliens ?

Moussa Mara : Le Mali est dans l'œil du cyclone depuis dix ans maintenant, avec des poussées de Evre à certains moments. C'est ce à quoi nous assistons depuis quelques jours

avec la prise de sanctions contre le pays par l'UEMOA et la CEDEAO sur fond de conflit larvé avec la France. Les responsabilités sont partagées comme dans toute crise, mais la plus grande part nous revient à nous, les Maliens.

Quelle appréciation avez-vous des sanctions prises par les organismes sous-régionaux, la CEDEAO et l'UEMOA ?

Elles sont indiscutablement sévères, surtout quand on sait que les populations maliennes souffrent beaucoup et depuis longtemps. Cela étant dit, les sanctions ont été prises après plusieurs péripéties où la CEDEAO a mis en garde les autorités maliennes qui portent indéniablement la responsabilité première de ce qui arrive, même si elles sont soutenues par une majorité de la population. Elles doivent savoir que la plupart des Maliens ne sont pas au fait des réalités juridiques, économiques, politiques et géopolitiques du pays et de son environnement. Prendre des décisions fondées uniquement sur le ressenti de ces populations, c'est prendre le risque de les décevoir et de devoir faire face à leur courroux à court terme.

Dans les statuts de la BCEAO, il est dit que « dans l'exercice des pouvoirs et dans l'accomplissement des missions qui leur sont conférées par le traité de l'UEMOA et par les présents statuts, la Banque centrale, ses organes, un membre quelconque de ses organes ou de son personnel ne peuvent solliciter, ni recevoir des directives ou des instructions des institutions ou organes communautaires, des gouvernements des États membres de l'UEMOA, de tout autre organisme ou de toute autre personne. Les institutions et organes communautaires ainsi que les gouvernements des États membres de l'UEMOA s'engagent à respecter ce principe ». Cette disposition n'interroge-t-elle pas les sanctions prises dans le cadre de l'UEMOA ?

La matière de l'action des organisations internationales, régionales est complexe. On se situe aux frontières du droit, de la diplomatie, de la politique et de l'économie. La réalité est souvent éloignée de ce que la situation paraît. Les États prennent une décision et s'organisent

ensuite pour qu'elle soit mise en œuvre sans enfreindre les règles d'indépendance de la Banque centrale par exemple. Il ne faut pas oublier que les instances de gouvernance de la Banque centrale sont composées des représentants des États.

Comment un dosage aurait-il pu être fait pour cibler les actuels dirigeants du pays lancés sur l'orbite d'une transition rallongée jusqu'à cinq ans en évitant le maximum de dégâts à la population déjà éprouvée par le terrorisme et la situation économique difficile ?

C'est la délicatesse de la question. C'est pourquoi il aurait été utile d'éviter les sanctions, car, après la première catégorie de sanctions prises en novembre 2021, on ne pouvait que craindre que la seconde catégorie soit plus sévère et touche les populations. À mon avis, la priorité ne doit plus être de regretter l'eau versée, mais comment nous pouvons sortir de cette situation malencontreuse.

Si l'élection est nécessaire, elle ne fait pas la démocratie. En combien de temps pensez-vous qu'une vraie refondation démocratique peut être faite au Mali ?

La refondation à laquelle le peuple aspire est une œuvre de longue haleine et ne peut être achevée ni sous la transition ni pendant le prochain mandat. Redresser ce qui a mis plusieurs décennies à se déformer prendra forcément au moins une, voire deux décennies. D'ailleurs, l'équipe qui a préparé les assises nationales de la refondation compte étaler sur 25 ans la mise en œuvre complète de toutes les recommandations de cette activité. La question essentielle est d'identifier ce qui est urgent et raisonnable à envisager sous la transition, étant entendu que la transition ne peut durer éternellement. À mon avis, il faut que les forces vives essentielles du pays se parlent pour convenir d'une durée résiduelle raisonnable de la transition en fonction de son contenu idéal.

Quelles sont les étapes que vous identifiez comme essentielles pour atteindre cet objectif ?

D'abord, une rencontre entre les acteurs so-

ciopolitiques essentiels et les autorités de la transition. Ensuite, le contenu et le chronogramme consensuel doivent être portés par nos autorités vers les partenaires et les organisations régionales. Enfin, réunir une gouvernance inclusive pour conduire les actions, sous le contrôle vigilant de toutes les parties et en collaboration avec nos partenaires.

Comment voyez-vous l'avenir des relations entre le Mali et ses voisins, d'un côté, ceux membres de la CEDEAO et de l'UEMOA, de l'autre, ceux non membres de ces deux organisations sous-régionales, en l'occurrence la Mauritanie, l'Algérie, le Maroc et la Guinée ?

Le Mali a été à l'initiative et au cœur de toutes les activités d'intégration africaine et ouest-africaine des 60 dernières années. Je ne peux envisager le Mali se détourner ni de ses voisins immédiats ni d'autres pays africains. Je ne souhaite pas non plus voir le Mali jouer la division au sein des organisations ou entre les pays africains. Il existe une piste vertueuse de sortie de crise, celle qui prend racine entre nous et associe ensuite tous nos amis. C'est celle-là qui permettra d'éviter toutes autres initiatives malheureuses et porteuses de tensions.

Comment voyez-vous la suite de la coopération entre le Mali, la France et l'Europe d'un côté, et entre le Mali, la Russie et la Chine de l'autre ?

Là également, il ne s'agit pas de choisir ou de privilégier les uns par rapport aux autres. Nous avons la chance d'accueillir à peu près tout le monde et d'avoir d'assez bonnes relations avec chacun, y compris la France. Nous devons identifier d'abord ce qu'il faut pour nous, et ensuite voir avec nos nombreux amis, qui peut faire quoi pour nous permettre d'atteindre nos intérêts. Le préalable reste donc d'identifier notre voie d'abord. C'est aussi cela la souveraineté. Nous devons à tout prix éviter les débats négatifs de remplacer X par Y ou de chercher à nous confier à Z, car nous ne sommes pas contents de A.

Interview réalisée par Malick Diawara

Sanctions de la CEDEAO contre le Mali : Sanun Jara propose un plan de sortie de crise

Suite aux sanctions économiques et financières injustes et inhumaines de la Cédéao et de l'UEMOA imposées au peuple malien, l'organisation mandingue pour la redynamisation de l'empire mandingue (Sanun Jara) est sortie de sa léthargie. A la faveur d'une conférence de presse organisée, le samedi 22 janvier 2022, elle a condamné ces sanctions infligées au Mali. Selon les organisateurs de la conférence, les chefs de la CEDEAO et l'UEMOA ont fait une mauvaise analyse de la situation malienne. C'était à la Bourse du travail en présence de plusieurs de média.



Acette occasion, l'organisation Sanun Jara a proposé un plan urgent de sortie de crise. Ce plan permet, dit-elle, de corriger les lacunes de notre gouvernement. Au cours de son allocution, le président de Sanun Jara, Fabou Camara, a salué les efforts déjà entrepris par le gouvernement de transition dans le sens de la bonne gouvernance. Aussi, il dira que les dirigeants actuels ont déblayé le terrain pour une gouvernance vertueuse. « **Le gouvernement de transition a permis de corriger véritablement l'image des Maliens et de dévoiler le complot de certains pays occidentaux machiavéliques au Mali, dans la sous-région et en Afrique** », a-t-il souligné. En effet, le président de Sanun Jara, Fabou Camara a déclaré qu'après les sanctions inhumaines infligées par la CEDEAO et l'UEMOA contre le peuple malien innocent, il faut un plan urgent de sortie de crise. « **Sanun Jara a pris acte des résolutions des Assises**

nationales de la refondation. Mais, quand la situation évolue vers la souffrance du peuple de par la faute d'une des recommandations de ces dernières, à tort ou à raison, à travers des propositions des autorités maliennes de la transition aux autorités de la CEDEAO, Sanun Jara doit se donner ce devoir de proposer un plan de sortie de crise comme sa part de contribution. Quand l'existence de la nation est menacée, il importe que chaque fils du pays apporte sa pierre à son édification », a précisé Fabou Camara.

Comme proposition pour une sortie de crise, il a conseillé aux chefs d'Etat de la CEDEAO, de l'UEMOA et aux autorités maliennes de la transition de renouer et de maintenir le fil du dialogue en vue de trouver un accord juste pour le bonheur du peuple malien et tout l'espace ouest-africain. Selon, lui en de pareille circonstance, seul le dialogue permettra de rapprocher les positions en vue d'une sortie rapide

de la crise.

Aussi, il a préconisé le développement du partenariat avec les Etats non concernés par ces sanctions, à savoir la Mauritanie, l'Algérie, la Guinée Conakry. Sanun Jara recommande aux autorités de la transition la mise en œuvre de certains points usuels des ANR, notamment l'officialisation de nos langues nationales par le biais de l'écriture N'Ko.

Pour ce faire, le regroupement patriotique Sanun Jara, d'après son estimation, a proposé « **l'implémentation de l'officialisation de nos langues pour se rendre plus résistible** », a-t-il proposé comme piste de solution. Enfin, il a invité les autorités maliennes de la transition à consolider le rassemblement réel et sincère du peuple. Les maliens doivent taire leurs divergences pour faire face à l'essentiel en cette période crise.

■ Ibrahim Sanogo

Gestion de la Transition : L'ARP propose l'installation d'un organe dirigeant inclusif

Dr Modibo Soumaré, vice-président de l'Action Républicaine pour le Progrès (ARP), a animé une conférence de presse, à l'hôtel Radisson Collection. Cette conférence avait une double signification. Primo : faire l'état des lieux de la situation sociopolitique du Mali. Deuxio : proposer des mécanismes visant à améliorer l'outil de gouvernance de notre pays en proie à une crise protéiforme

Dans sa déclaration liminaire, Dr Modibo Soumaré a précisé que la situation chaotique sans précédent dans laquelle se trouve le pays oblige chaque citoyen malien à faire un don de soi pour trouver les solutions idoines de sortie de crise. « **L'état de la nation nous interpelle tous, au regard du fait que le Malien souffre et subit les effets de cette crise politique entretenue** », a-t-il dit.

En effet, il indiquera que l'ARP, forte d'une réflexion approfondie sur la situation de l'état de la nation après de nombreuses concertations, constate entre autres, l'inactivité des organes de la transition dans leur forme, l'inadaptation du mandat des forces étrangères à la situation actuelle, l'absence d'inclusivité de la transition qui semble suivre les recommandations et la stratégie d'une seule force politique sans grand discernement.

Ainsi, l'ARP à travers son vice-président, propose comme plan de sortie de crise : un dialogue politique avec l'implication des leaders religieux et traditionnels comme facilitateurs, avec l'appui de la communauté sous-régionale et internationale pour l'installation d'un organe dirigeant inclusif.

En outre, il a soutenu qu'il faudrait, entre autres, instaurer une union sacrée autour de l'Armée nationale qui ne devrait souffrir d'aucun clivage en ces moments si difficiles de la vie de la nation, un réarmement moral des militaires pour faire face aux questions sécuritaires et une réflexion lucide sur le rôle des milices d'auto-défense dans ce contexte inédit, la mise en œuvre des conclusions du Dialogue National Inclusif, une feuille de route pour mieux répondre aux aspirations du peuple malien dans la perspective de la nouvelle refondation tant souhaitée.

De même, il a souhaité l'application des 03 principes de fonctionnements pour la réussite la transition, à savoir la neutralité, l'inclusivité et un consensus pour réinstaurer le cadre de concertation des partis politiques avec le ministère de l'Administration territoriale. Ensuite, il a proposé l'application des conclusions des ateliers tenus avec le ministère de l'Administration territoriale, déconnecter le chronogramme de la transition de tous débats liés aux ANR (assises nationales dites de la refondation), œuvrer pour un dialogue politique pour le Mali qui devrait être une boîte à idées et un grand cadre de propositions et de synthèse, maintenir et renforcer la position du Mali dans le concert des nations, à commencer par la CEDEAO, et même en renforçant notre collaboration avec les pays membres de la CEDEAO et, au-delà, avec tous les partenaires internationaux, mettre en place un accord politique de réconciliation et un chronogramme raisonnable de retour à l'ordre constitutionnel, proposer un chronogramme

réaliste à la CEDEAO pour faire lever les sanctions qui frappent notre pays et mettre fin à l'isolement diplomatique de notre pays.

En effet, résolument engagé pour la réussite de la transition dans un délai raisonnable convenu avec l'ensemble des forces politiques du pays et la communauté internationale, l'ARP, à travers son vice-président, il a déploré que le gouvernement actuel n'ait nullement l'ambition d'organiser les consultations électorales pour le retour à l'ordre constitutionnel.

« **Le bras de fer engagé avec la CEDEAO et les lourdes sanctions qui frappent le pays sont regrettables** », a-t-il avancé.

Ainsi, il a affirmé que les autorités actuelles sont entièrement responsables de la situation actuelle.

Enfin, il a annoncé qu'au-delà du 27 février 2022, « **l'ARP propose que la conduite des affaires de la transition soit confiée à de nouvelles autorités civiles et consensuelles** ».

Par ailleurs, il a soutenu que les autorités actuelles ont joué à nous mettre devant le fait accompli d'une prolongation. « **Depuis que le Président et le Premier ministre actuels sont aux commandes, aucune action concrète n'a été entreprise dans le sens de la tenue des élections et du respect des délais. Ce qui prouve à suffisance que le retour à l'ordre constitutionnel n'est nullement inscrit aux priorités de leur agenda** », a-t-il dénoncé.

■ Ibrahim Sanogo et Ki-Zerbo



Embargo sur le Mali : Le FOSCAO invite la CEDEAO et les autorités à négocier



L'impact négatif considérable des sanctions de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union Economique et monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), sur le développement socio-économique de notre pays ne laisse personne indifférente. Des organisations de la société civile, des leaders d'opinion, des regroupements des partis politiques, des universitaires de l'intérieur comme de l'extérieur, tous s'activent par tous les moyens à leur niveau pour qu'elles soient levées.

Consciente de la tournure que prend cette situation, la Plateforme nationale du Forum des organisations de la société civile de l'Afrique de l'ouest (FOSCOA-Mali) demande aux Autorités de la transition de renouer le dialogue avec les Chefs d'États et de Gouvernement de ces deux Organisations sous-régionales. Et à eux aussi, d'analyser la crise malienne avec beaucoup d'attention et d'intérêt. Ce qui pourrait permettre de trouver une issue favorable à cette crise. C'est par un point de presse organisé le week-end dernier, au Centre national d'information et de documentation pour la femme et l'enfant (CNDIFE) que le bureau local de cette faïtière sous-régionale, a fait part de ses inquiétudes par rapport à l'évolution de la situation au Mali.

Mme Korotoumou Traoré, membre du FOSCAO-Mali a campé le décor de ce point de presse, en laissant entendre que le Forum a rencontré quelques Chefs d'État pour leur expliquer la crise que traverse le Mali.

A sa suite, le jeune enseignant à la faculté, Ibrahima A. Maïga a, dans une présentation sommaire expliqué l'idée et le contexte qui ont concouru à la création du FOSCAO dont il a décliné les objectifs, les missions et surtout les attentes.

Pour la présidente de la plateforme nationale du FOSCAO, Mme Nana Aïcha Cissé, la solidarité des Peuples africains et de la diaspora en soutien au Mali, face à ces sanctions disproportionnées infligées à notre pays, est à saluer. De même, le FOSCAO-Mali invite les autorités de la transition à maintenir les canaux de discussions avec les Chefs d'Etat de la CEDEAO, l'Union Africaine et les Nations Unies en vue d'arriver à un terrain d'entente, en tenant compte des aspirations profondes et des attentes du Peuple malien. Tout en saluant la volonté affirmée du Président de la transition à poursuivre le dialogue avec la CEDEAO, le FOSCAO en appelle à l'esprit de solidarité communautaire de toutes les parties prenantes de la crise malienne pour assurer la paix avec des méthodes de résolution paci-

fique des différends. Aussi, le Forum recommande qu'un accent soit mis sur l'accompagnement du peuple malien dans son processus de refondation en privilégiant la voie du dialogue pour la révision du calendrier proposé par le Mali en vue d'aboutir à une solution concertée et apaisée.

Nana Aïcha Cissé a rappelé que la précarité économique est le terreau du terrorisme et de l'extrémisme violent dans la région du Sahel. Ce faisant, les sanctions actuelles ne feront qu'appauvrir davantage les populations maliennes. « Aggraver la pauvreté des populations déjà démunies ne fera que les jeter dans les bras des groupes terroristes » a-t-elle estimé. Avant d'inviter la Conférence des Chefs d'Etat de la CEDEAO et toutes les parties prenantes à prendre en compte les causes profondes de la crise malienne en vue d'asseoir une démocratie adaptée aux réalités de notre pays pour une paix durable.

Il faut rappeler que le FOSCAO est un réseau abritant les Organisations de la Société Civile (OSC) des quinze Etats membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Ki-Zerbo

Arcanes politiques : L'URD dans le creux de la vague



Nous savons l'URD en butte à de sérieux problèmes depuis la disparition brusque de son président fondateur Soumaila Cissé, décédé en décembre 2020, car la succession à la tête du parti n'était point à l'ordre du jour à l'époque. Mais de là à voir des gens pressés, souvent des cadres et militants de la 25ème heure vouloir sacrifier tout ce que feu Soumaila Cissé et ses compagnons fidèles ont édifié des années durant, voilà un pas que certains ont allègrement franchi ! Comme conséquence, l'URD se trouve aujourd'hui dans le creux de la vague !

En effet, le 16 janvier 2022, certains cadres et militants, regroupés au sein de ce qu'ils ont appelé « Collectif pour la Sauvegarde de l'URD », organisaient un congrès extraordinaire de l'URD, avec pour objectif, d'élire un nouveau président du parti en remplacement de feu Soumaila Cissé. Aussi, au terme de leurs travaux, un certain Gouagnon Coulibaly, Vice-président et ancien député du parti aura donc été élu président de l'URD par les congressistes. Qu'est-ce qui peut expliquer cet empressement à trouver un remplaçant à feu Soumaila Cissé, même au prix de la cassure du parti ? Les frondeurs, disons les membres du collectif ont développé des arguments pour ce faire. En effet, selon Mme Coulibaly Kadiatou Samaké,

3ème Vice-présidente du parti, ce congrès extraordinaire, 1er du genre depuis la création du parti en juin 2003, se tient sur fond de divergences profondes au sein de l'URD.

« En effet, depuis le rapt, puis le rappel à Dieu de notre président, feu Soumaila Cissé, l'URD est en proie à des dissensions et contradictions internes nées de la gouvernance clanique et non transparente du parti par une direction en panne de leadership et de légitimité, incarnée, hélas, par quelques individus, au mépris de l'écrasante majorité des membres du BEN. Cette situation inédite et inacceptable a conduit de nombreux camarades à se mobiliser au sein du Collectif pour la Sauvegarde de l'URD », a-t-elle indiqué à la cérémonie d'ouverture de leur congrès extraordinaire.

Quant à ceux qui s'interrogent sur la régularité ou la légalité de la tenue d'un tel congrès, elle rétorquera que ces assises sont régulières parce que convoquées par la majorité qualifiée des 2/3 des membres du BEN (Bureau exécutif national), en application des dispositions de l'article 58 des statuts du parti. Le but, selon elle, est de pourvoir le poste laissé vacant par feu Soumaila Cissé à la tête du parti, qui a aujourd'hui besoin d'un nouveau leader dynamique, proactif, capable de diriger, de redonner espoir aux militants, et aux maliens.

Un leader qui s'attellera à apaiser les uns et les autres, rassembler et remettre les militants en ordre de bataille afin que l'URD retrouve, au sein de l'échiquier politique national, sa vocation singulière, qui est celle d'une formation politique en mouvement qui pèse de tout son poids dans le débat public et politique, à travers la pertinence de ses propositions et la luminosité de ses idées. « Nous devons gagner les prochaines élections et honorer ainsi la mémoire de notre défunt Président », a-t-elle dit.

Enfin, ils ont eu ce qu'ils voulaient, à savoir casser la mémoire de Soumaila Cissé, s'étaient exclamés certains observateurs, le parti étant à jamais cassé, selon eux, sur l'autel des ambitions égoïstes de quelques membres, dont le nouveau président élu ou encore le président des jeunes du parti. A cette sentence trop tranchée, les partisans de Soumaila, ceux qui s'appellent les « loyalistes », rétorquent que ce n'est que partie remise, les vrais héritiers de Soumaila qu'ils sont, étant prêts à tout pour préserver la mémoire de leur mentor !

Comme pour lier l'acte à la parole, ces dernières étaient, le samedi 22 janvier 2022, face à la presse pour présenter les vœux de l'Union pour la République et la Démocratie (URD). Ladite cérémonie était présidée par le 1er Vice-président de l'URD, Pr. Salikou Sanogo, celui-là même qui assure l'intérim à la présidence du parti depuis décembre 2020, en présence d'autres cadres, militants et sympathisants du parti comme Me Demba Traoré, Me Boubacar Karamoko Coulibaly, Pr. Ibrahim Ikassa Maïga, membre du gouvernement et surtout de la veuve de Soumaila Cissé Astan Traoré.

Revenant sur la crise qui existe au sein de l'URD, Pr Salikou Sanogo dira que le congrès organisé le 16 janvier dernier par des cadres pour élire Gouagnon Coulibaly comme président du parti a été fait en violation des textes du parti. L'arbre ne doit pas cacher la forêt, dira-t-il, affirmant qu'il est vrai que le parti traverse des difficultés depuis le décès de Soumaila Cissé. Cela dit, il est clair dans sa sentence : « les textes nous donnent raison. Nous allons continuer à travailler pour sauver le parti... ».

Quel avenir pour l'URD ? Les jours prochains nous édifieront !

■ Ibrahim Sanogo et Ki-Zerbo

Leçon de la vie : Un mari dit à sa femme



Mon amour, ma famille me manque, mes parents, mes frères, mes sœurs, leurs époux, et leurs enfants me manquent.

Peux-tu préparer un dîner pour demain, stp ? Comme ça je vais les inviter aujourd'hui, pour venir dîner avec nous demain.

L'épouse répond en soupirant:

- Ouf! Demain si Dieu le veut, je le ferai et ça va aller.

Le mari tout content:

- Merci mon amour, je vais les téléphoner dans la journée, pour les inviter avec plaisir pour venir demain dîner à la maison.

Le lendemain matin, le mari va travailler, espérant que sa femme allait faire un bon dîner pour sa famille qui devait venir à la maison. Plutôt vers midi, le mari rentra à la maison, pour aider sa femme pour la réception de la visite familiale.

Aussitôt arrivé à la maison, il demanda à sa femme :

- Mon amour, tu as déjà commencé à faire le dîner ? Où en es-tu avec les préparatifs ? N'oublies pas que nos visiteurs seront là dans une heure! Dis-moi à quoi puis-je t'être utile, que dois-je faire pour t'aider?

La femme répond:

- Non mon amour, je n'ai rien préparé pour eux,

car ta famille dans cette maison n'est pas une visite. Elle mangera tout ce qu'elle trouvera à la maison.

Le mari déçu de la réponse de son épouse, et dit: - Que Dieu te pardonne! Et pourquoi ne me l'as-tu pas dit hier, que tu n'allais pas cuisiner?

L'épouse répond:

- Téléphone les, et excuses toi ; De toute façon, C'est ta famille!

Le mari fâché, prends les contacts de la voiture, et s'en allait.

Et aussitôt que prévu, la visite arriva avant l'heure. Mais quelle visite! C'était la famille de la femme, donc ses parents, ses deux sœurs avec leurs époux, ses 3 frères avec leurs épouses, et leurs neuf enfants.

Son père enthousiasmé, demanda :

- Ma fille, il est où ton mari ? Hier il m'a téléphoné, pour nous inviter tous, pour venir dîner ici chez vous aujourd'hui, car il a dit que ça faisait si longtemps qu'on se réunisse en famille.

Elle répond à son père toute bouleversée:

- Mon mari vient de sortir dans pas longtemps, papa.

Le père répond: - Mais comment peut-il nous inviter pour le dîner, et sortir en nous abandonnant ?

La femme toute bouleversée et choquée, car la nourriture qu'elle pensait recevoir avec la famille de son mari, n'était pas assez, et ce n'était pas une nourriture digne de recevoir sa famille, mais la famille de son mari.

Elle téléphona son mari:

- Mon amour, mais pourquoi ne m'as-tu pas dit que c'était ma famille que tu avais invitée? Le mari répond: - Pour moi, ma famille ou ta famille, c'est notre famille à nous deux. Donc pour moi j'ai invité ma famille!

La femme poursuivra:

- Stp plaît mon amour, apportes de la nourriture préparée, car ici à la maison la nourriture n'est pas suffisante, et ce n'est pas une nourriture pour recevoir les visiteurs avec.

Le mari répond:

- Désolée, je suis déjà loin! De toute façon, C'est ta famille... Tes parents ne sont pas des étrangers chez nous, sers les la nourriture que tu voulais servir à ma famille...

LEÇON:

"Fais à l'autre, ce que tu voudras qu'on te fasse. Et traites l'autre, comme tu voudras être traité."

"Ce que vous voulez que les hommes fassent pour vous, faites-le de même pour eux."

Ukraine : Washington ordonne le départ de Kiev des familles de diplomates américains

Le gouvernement américain a ordonné aux familles des diplomates américains en poste à Kiev de quitter l'Ukraine « en raison de la menace persistante d'une opération militaire russe ». Dans la foulée, ce lundi, Londres a annoncé le retrait de personnels de son ambassade à Kiev face à la « menace croissante » de la Russie, selon le ministère des Affaires étrangères.



« Certains membres du personnel de l'ambassade » et leurs proches « sont en train de se retirer de Kiev en réponse à la menace croissante de la Russie », selon le ministère britannique des Affaires étrangères, qui souligne cependant que « l'ambassade britannique reste ouverte et continuera à mener ses tâches essentielles », rapporte l'Agence France presse.

Ce faisant, Londres emboîte le pas à Washington où l'option était dans l'air depuis quelques jours. Finalement, dimanche 23 janvier, le département d'État américain a ordonné l'évacuation des familles de diplomates de Kiev « en raison de la menace persistante d'une opération militaire russe ».

Le personnel local et le personnel non essentiel peuvent quitter l'ambassade s'ils le souhaitent et les ressortissants américains résidant en Ukraine « devraient envisager maintenant » de quitter le pays par des vols commerciaux ou d'autres moyens de transport, explique un communiqué de ministère américain des Affaires étrangères.

« La situation sécuritaire, notamment le long

des frontières ukrainiennes, en Crimée occupée par la Russie et dans le Donetsk contrôlé par la Russie, est imprévisible et peut se détériorer à tout moment », ajoute le communiqué.

« Les ressortissants américains en Ukraine devraient savoir qu'une opération militaire russe où que ce soit en Ukraine affecterait gravement la capacité de l'ambassade américaine à fournir des services consulaires, y compris une assistance aux citoyens américains quittant l'Ukraine », prévient le département d'État.

Le ministère appelle la communauté américaine d'Ukraine à se renseigner sur « ce que le gouvernement américain peut faire ou non pour vous porter assistance pendant une crise à l'étranger ».

La question de la mobilisation de soldats américains

Le département d'État déconseille aussi tout voyage en Ukraine en raison de la possibilité d'une attaque russe. La décision intervient

alors que les craintes relatives à une invasion russe augmentent, rappelle notre correspondante à New York, Loubna Anaki.

Dimanche, le chef de la diplomatie américaine a une nouvelle fois mis Moscou en garde contre toute incursion en Ukraine, évoquant encore des sanctions potentielles. Mais alors que Washington se disait jusqu'ici contre toute mobilisation de soldats américains, le New York Times rapporte que le président Joe Biden pourrait changer d'avis.

Le quotidien explique que le président s'est réuni ce week-end avec les responsables de son état-major pour étudier toutes les options. Et l'envoi de soldats ne serait plus totalement hors de question. Les États-Unis pourraient envoyer 1 000 à 5 000 soldats pour renforcer leur présence dans les pays d'Europe de l'Est. Des renforts qui pourraient être multipliés par 10 si Vladimir Poutine décide d'envahir l'Ukraine.

Source : RFI

Élections locales au Sénégal : Premières estimations et réactions en attendant les résultats

Les électeurs étaient appelés aux urnes pour élire les maires et conseillers départementaux ce dimanche. C'était le premier scrutin depuis la réélection de Macky Sall en 2019. Pas encore de chiffres officiels, mais depuis hier soir, la coalition d'opposition Yewwi Askan Wi, formée autour d'Ousmane Sonko et de Khalifa Sall revendique déjà la victoire dans deux villes ô combien symboliques : Dakar et Ziguinchor.

A lors que le vote était prolongé dans certains bureaux hier soir, un petit peu avant 20 heures, le candidat d'opposition Barthélémy Dias a appelé ses militants à célébrer une « victoire écrasante » dans les rues de Dakar, et ses partisans l'ont accompagné avec caravane et musique, une partie de la nuit, rapporte notre correspondante à Dakar, Charlotte Idrac.

À ce stade, les chiffres officiels ne sont pas encore tombés : ce sont les commissions départementales de recensement des votes qui compilent les PV. Le dépouillement est en cours dans les bureaux où les opérations avaient démarré comme prévu à 8h.

Du côté de la majorité, une déclaration prévue hier soir au siège du parti présidentiel à Dakar a été reportée à la dernière minute, le temps

d'avoir suffisamment d'éléments pour faire l'analyse de la situation. C'est ce qu'a expliqué le responsable de la communication de Benno Bokk Yakaar, qui a donné rendez-vous dans la matinée pour faire le point.

Sonko l'emporterait à Ziguinchor

En Casamance, Ousmane Sonko aurait gagné face à ses deux principaux concurrents qui sont le maire sortant Abdoulaye Baldé et Benoit Sambou, désigné par la coalition de la majorité. Des scènes de liesse populaire ont eu lieu pendant la nuit, raconte notre correspondante Théa Ollivier depuis Ziguinchor.

Une caravane de voitures, suivies par des dizaines de motos et une foule de sympathisants a arpenté les rues de Ziguinchor une partie de

la nuit pour fêter la victoire d'Ousmane Sonko. Le maire sortant Abdoulaye Baldé a admis sa défaite dans la soirée : « La démocratie s'est manifestée. Par conséquent, je voudrais très sincèrement féliciter notre frère Ousmane Sonko qui a manifestement gagné les élections. Nous avons, c'est vrai, perdu la commune de Ziguinchor. Mais il y a des communes que nous avons gagnées dans le département. »

Ousmane Sonko est donc conforté dans ses ambitions nationales, comme il l'a déclaré dimanche après avoir voté. « Sur deux ans, nous allons avoir un cycle complet d'élections, les locales, les législatives et la présidentielle. Ces élections sont interconnectées. C'est pourquoi c'est un enjeu national. Et c'est pourquoi j'ai battu, à moitié en tout cas, une campagne nationale pour soutenir nos autres candidats. » Selon les premières estimations, le candidat de la coalition de la majorité, Benoit Sambou, n'aurait donc pas réussi à conquérir la capitale de la Casamance.

Dans un communiqué publié dans la soirée, la Cena, la commission électorale juge le déroulement du vote « satisfaisant dans l'ensemble », malgré « quelques retards ou dysfonctionnements », et souhaite que la publication des résultats se tienne « dans une ambiance de parfaite démocratie ». Globalement, la Cena assure que le vote s'est déroulé « normalement dans plus de 99% des cas ».

Source : RFI



CAN 2022 : La Tunisie surprend, le Nigeria rentre à la maison

Contre toute attente, la Tunisie s'est hissée en quarts de finale ce dimanche 23 janvier en battant le Nigeria 1-0. Les Aigles de Carthage doivent leur salut à Youssef Msakni qui vit au Cameroun sa septième CAN. Les Tunisiens feront face au Burkina Faso.

Pour la deuxième rencontre de la journée, après la qualification aux tirs au but du Burkina Faso en quarts de finale, qui de la Tunisie ou du Nigéria allaient rejoindre les Étalons ? Lors de la CAN 2019, le Nigeria avait pris la troisième place après une victoire face aux Tunisiens.

Le Nigeria la tête à l'envers

Dans ce choc entre anciens vainqueurs, le Nigeria, champion d'Afrique en 1980, 1994 et 2013, partait avec le statut de favori. Lors de la phase de poules, le Nigeria reste la seule des 24 équipes en lice à réaliser un sans-faute en battant l'Égypte, le Soudan, et la Guinée-Bissau. C'était sans compter sur la réaction de la Tunisie, pourtant décevante en phase de poules. Battue deux fois, par le Mali (1-0) et

la Gambie (1-0), la Tunisie s'est qualifiée parmi les meilleurs troisièmes.

Cela n'a pas empêché les Aigles de Carthage de se montrer dangereux et de tenir la dragée haute aux Nigériens en première période. Comme lors de la dixième minute avec MontassarTalbi qui reprend un ballon du plat du pied au deuxième poteau, sauvé par un défenseur nigérian.

Youssef Msakni, Monsieur plus !

Amoindrie par une épidémie de Covid, la Tunisie, sans son entraîneur suspendu et positif, surprend. Deux minutes plus tard, le Nigeria répond. Joé Aribo enchaîne avec une frappe du gauche, déviée in extremis en corner.

Sans WahbiKhazri et Dylan Bronn, sur le banc, les Tunisiens n'ont pas été autant bousculés

que ce que l'on pouvait penser. En première période, les Aigles de Carthage, bien en place, ne laissent pas les Super Eagles développer leur jeu, flamboyant lors de la phase de poules. Au retour des vestiaires, Youssef Msakni, qui dispute sa septième CAN ouvre alors le score d'une frappe puissante aux 35 mètres, à l'expérience, qui termine au fond des filets sur un contre (47e).

À plusieurs reprises, Moses Simon bute sur la défense tunisienne côté gauche. La réussite du premier tour fuit les Nigériens, souvent déstabilisés, en manque de solution pour recoller au score. Après une semelle appuyée sur la cheville de Msakni, toujours lui, Iwobi écope d'un carton rouge et sort à peine cinq minutes après être entré en jeu (66e). Le Nigeria se retrouve alors à dix, mais il continue de pousser. Moses Simon se casse une nouvelle fois les dents face au portier tunisien Béchir Ben Saïd qui contre un tir dans les six mètres (67e).

À plusieurs reprises le Nigeria est proche de l'égalisation, mais manque de réussite. Comme Sadiq qui croise trop sa frappe dans le temps le temps additionnel (90e+1). Demi-finaliste de la CAN 2019, le Nigeria s'arrête déjà là, et la Tunisie sauve sa peau, à la surprise générale.

Source : RFI





♈ Bélier (21 mars - 19 avril)

Vos tâches sont diversifiées. Elles demandent de participer à une réunion. Il est nécessaire de prendre une distance. Des collègues très ambitieux vous suivent. Ils sont collants pour avoir un coup de pouce. À vous de décider de les aider ou non.

Vous espérez gagner bien plus. Une stabilité dans les revenus vous permet de faire des extras. Les tentations sont grandes ! Si vous faites du shopping, attention à la note salée ! Arranger des appareils ménagers peut faire partie de dépenses imprévues !



♉ Taureau (20 avril - 19 mai)

Mercury en Verseau pourrait bien désorganiser vos plans avec des projets qui tomberont à l'eau ou des gens qui ne tiendront pas parole. Vous ne manquerez pas de ressources, mais vous devrez remettre en cause certains de vos projets professionnels.

Petite alerte sur votre secteur argent. Il n'y aura rien de dramatique, mais vous devrez néanmoins faire preuve de vigilance, car vous serez plus influencé que d'habitude par des promesses de bons plans financiers qui ne le seront pas tant que cela.



♊ Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Si vous intégrez un nouveau poste, vous n'aurez pas de difficulté à vous adapter à votre nouvel environnement professionnel. Une bonne ambiance motive cette journée. Il se pourrait qu'une prime vous soit versée, c'est le juste résultat de votre travail.

Vous pourriez obtenir un meilleur salaire, de quoi vous offrir un quotidien plus confortable. Si quelques efforts vous sont demandés, vous ne refusez pas, du moment qu'une belle rémunération vous attend. Vous pensez déjà à faire un placement juteux.



♋ Cancer (21 juin - 21 juillet)

Avec la position de votre Lune en milieu du ciel, vous pourriez être la star dans votre domaine professionnel ! Avec ses bons aspects, vous parvenez à une parfaite maîtrise de vos émotions et de vos désirs, ce qui vous donne une grande confiance en vous.

Du côté de vos finances, vous pourriez recevoir une somme d'argent inattendue. Peut-être un ticket de loto gagnant, la chance est de votre côté. Mais surtout, pas d'excès, restez vigilant, les dépenses imprévues arrivent également quand on y pense le moins !



♌ Lion (22 juillet - 23 août)

Les tâches actuelles sont intéressantes. Votre créativité commence à se réveiller. Vous proposez vos idées. Vos supérieurs hiérarchiques valident vos avis. Profitez de cette journée pour imposer votre point de vue. Vos responsables aiment votre expertise !

Le salaire s'envole. Vous dépensez pour arranger votre quotidien. Les meubles sont des choses qui vous attirent. Les achats concernent un renouvellement de la décoration. Les économies sont difficiles à réaliser ! Mais vous n'êtes pas spécialement inquiet.



♍ Vierge (23 août - 23 septembre)

Avec Mercury en appui, vous serez positif, décidé, ouvert et vous afficherez les qualités nécessaires pour réussir. Vous serez dans une dynamique de développement afin de valoriser votre statut. Notez que Uranus pourrait faire bouger les lignes.

Vous ne maîtriserez pas les mouvements sur votre compte, malgré votre vigilance. Vous aurez des frais et il faudra les honorer. Méfiez-vous aussi d'une irrégularité, si vous attendez une rentrée d'argent, de type allocation ou pension alimentaire.



♎ Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous avez le goût du travail bien fait, du coup vous devenez celui à qui on fait confiance, sauf que cette lourde charge pèse sur vos épaules, apparemment, vous le vivez mal. Relativisez, cher natif, c'est plutôt sympa ce qu'il vous arrive.

On vous souffle de bons plans ou des astuces qui vous serviront à freiner vos dépenses. En effet, les fêtes de fin d'année vous ont mis un peu sur la paille. Tous les bons plans sont à saisir sans hésitation. Vous faites preuve de débrouillardise.



♏ Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vos capacités professionnelles sont décuplées grâce aux bons transits de votre Lune. Effectivement, vos émotions étant parfaitement canalisées, cela vous donne une facilité d'adaptation redoutable, ainsi qu'un sang froid à toute épreuve.

Votre intelligence vous permet de gérer au mieux votre budget. Vous maîtrisez parfaitement vos dépenses, votre rigueur est utilisée à bon escient dans ce domaine, bien heureusement. La chance vous sourit, mais n'abusez pas trop des jeux en tout genre.



♐ Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

L'activité est importante. On peut vous demander de finir une tâche importante. Hélas l'implication n'est pas chez tout le monde. Les collègues peuvent manquer de motivation. La journée peut vous épuiser !

À part un coup de coeur, la situation est stable. La Lune en Bélier vous rend dépensier. Les achats concernent votre véhicule et du matériel pour l'habitation. Faites des concessions sur les loisirs pour éviter un découvert, avant la fin du mois.



♑ Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous aurez des idées très arrêtées sur la manière de mener votre vie professionnelle. Vous entendrez aller au bout de vos démarches, au risque d'entrer en conflit avec votre boss. Ce rapport de force pourrait prendre des proportions inquiétantes.

Faire l'impasse sur vos démarches administratives sur le plan financier équivaldrait à scier la branche sur laquelle vous serez assis. En étant conscient de la fragilité de votre budget, vous retrouverez un nouvel équilibre et vous sortirez du rouge.



♒ Verseau (20 janvier - 19 février)

Une nette tendance à remettre en question vos choix professionnels, c'est la tendance de ce jour. Pourtant vous devriez avoir confiance en vos capacités et en vos qualités de travail, mais vous doutez. Vous êtes démotivé. Vous vous laissez aller.

Votre budget est facilement déséquilibré, tout cela à cause de factures ou de dépenses imprévues. Vous ne pouvez pas faire différemment que de mettre à contribution votre porte-monnaie. Malgré cela, et par obligation, vous êtes précautionneur.



♓ Poisson (19 février - 21 mars)

Votre communication, dans le domaine professionnel, laisse un peu à désirer. Vous ressentez de la frustration, et cette ambiance vous pèse. Plutôt que de vous énerver, vous préférez vous effacer, vous avez du mal à affronter, comme souvent.

Des excès peuvent encore se produire, comme trop de shopping par exemple ! La générosité envers vos proches a encore mis à mal vos finances, votre côté panier percé reprend le dessus. Une vigilance s'impose, vous pourriez être surpris par vos dépenses.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23